

2^e trimestre 2020 : l'emploi salarié chute moins qu'en France, l'intérim se redresse

Au 2^e trimestre 2020, le contexte économique est marqué par six semaines de confinement, suivies d'une reprise progressive de l'activité à partir de mi-mai.

En Bretagne, l'emploi salarié diminue de 0,4 % en trois mois, soit 4 500 destructions nettes d'emplois. Ce recul est toutefois le moins important des régions françaises, avec celui des Pays de la Loire. Après une chute historique au 1^{er} trimestre, l'emploi intérimaire rebondit : 6 100 emplois sont créés (+ 21,1 %). L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim se contracte de nouveau (- 1,5 %). Dans la construction, il rebondit de 0,4 % en Bretagne alors qu'il est stable en France hors Mayotte. Depuis fin décembre 2019, 27 500 emplois ont été détruits dans la région (- 2,2 %).

Au 2^e trimestre 2020, les demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C sont plus nombreux en Bretagne qu'au trimestre précédent (+ 7,4 %). La baisse en trompe-l'œil du taux de chômage se poursuit : il s'établit à 6,3 % de la population active bretonne et demeure le plus bas des régions françaises.

Les perspectives de construction neuve et les mises en chantier fléchissent ce trimestre. Les créations d'entreprises se contractent de nouveau fortement.

Valérie Mariette, Agnès Palaric (Insee)

Rédaction achevée le 6 octobre 2020

L'emploi salarié breton moins touché par la crise sanitaire

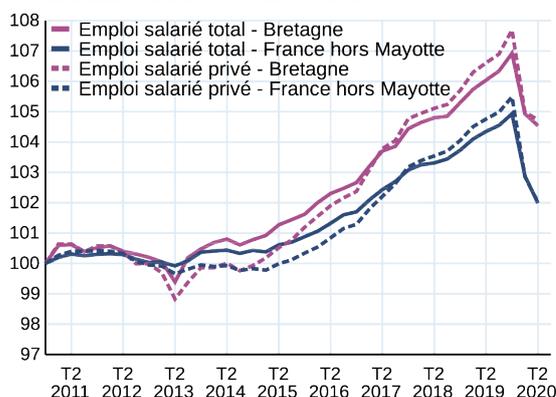
Entre fin mars et fin juin 2020, l'**emploi salarié total** baisse de 0,4 % en Bretagne, soit 4 500 destructions nettes d'emplois en trois mois, après - 1,9 % au trimestre précédent (figure 1). La baisse au 2^e trimestre touche davantage le secteur public (- 0,8 %) que le secteur privé (- 0,2 %). En effet, dans la fonction publique, la crise sanitaire a limité le renouvellement de contrats à durée déterminée (contractuels, vacataires...).

En Bretagne et dans les Pays de la Loire, le recul est moins élevé que dans les autres régions françaises. En France hors Mayotte, il s'établit à 0,9 % et concerne à la fois le secteur privé (- 0,8 %) et la fonction publique (- 1,0 %).

Entre fin décembre 2019 et fin juin 2020, 27 500 emplois sont détruits en Bretagne, soit une chute de 2,2 % sur six mois (- 2,8 % en France). Le recul de l'emploi enregistré en Bretagne depuis le début de la crise sanitaire efface plus de deux ans de hausse de l'emploi. En un an, l'emploi diminue de 1,4 % en Bretagne, moins qu'au niveau national (- 2,3 %).

1 Évolution de l'emploi salarié

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



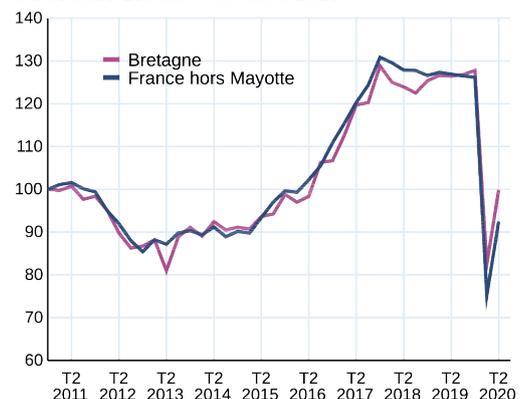
Champ : emploi salarié total.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi intérimaire

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi intérimaire rebondit nettement

Après un effondrement fin mars (- 35,4 % par rapport à fin 2019, soit - 15 900 emplois), l'intérim se redresse au 2^e trimestre, en lien avec la reprise de l'activité après le confinement : + 21,1 % soit + 6 100 intérimaires en trois mois (figure 2). Fin juin 2020, l'emploi intérimaire reste toutefois inférieur de 21,8 % à son niveau de fin 2019, soit 9 800 emplois détruits en six mois. En un an, il chute de 21,0 % en Bretagne (- 27,1 % au niveau national).

Ventilé par secteurs utilisateurs, le rebond de l'emploi intérimaire breton entre fin mars et fin juin 2020 est très prononcé dans la construction. Il atteint + 81,8 % (+ 2 600 emplois), après la forte baisse au 1^{er} trimestre (- 60,1 %, soit - 4 800 emplois). Dans l'industrie, l'intérim augmente de 14,9 % au 2^e trimestre (+ 2 200 emplois) après - 30,9 % (- 6 700 emplois). L'agroalimentaire, qui concentre la majorité de l'intérim industriel breton, présente une hausse de 11,4 % (+ 1100 emplois) après une baisse moins prononcée que dans les autres secteurs au 1^{er} trimestre (- 16,7 % soit - 2 000 emplois). L'intérim progresse dans les autres sous-secteurs industriels, à l'exception de la fabrication de matériel de transport (- 30,7 % soit - 200 emplois) qui perd 1 200 emplois en six mois (- 69,4 %).

Dans le tertiaire marchand, l'intérim augmente de 11,3 % entre fin mars et fin juin (+ 1 100 emplois) après un recul de 28,8 % au 1^{er} trimestre (- 3 800 emplois). Le rebond est plus marqué dans le sous-secteur du transport et de l'entreposage (+ 25,1 % soit + 600). Dans le commerce, l'hébergement-restauration et l'information-communication, l'intérim progresse d'environ 14 % en trois mois mais reste inférieur à son niveau de fin 2019. Dans les services aux entreprises, il se replie légèrement au 2^e trimestre (- 3,9 %) comme au 1^{er} (- 7,4 %).

L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim se contracte de nouveau

Au 2^e trimestre 2020, l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim recule de nouveau fortement en Bretagne : - 1,5 %, après - 1,1 % le trimestre précédent, soit 7 400 emplois détruits (figure 3). En six mois, ce secteur a perdu 13 100 emplois (- 2,6 %). En un an, la baisse s'établit à 1,3 %. Néanmoins, en France hors Mayotte, le recul est plus marqué (- 1,9 % ce trimestre, - 3,1 % au 1^{er} semestre et - 2,2 % en un an).

L'emploi se contracte dans la totalité des sous-secteurs tertiaires au 2^e trimestre 2020. Il chute particulièrement dans l'hébergement-restauration (- 7,9 % soit 3 700 emplois de moins que fin mars 2019), pénalisé par un report des réouvertures des hôtels, cafés et restaurants à début juin. L'emploi diminue également dans les services aux ménages (- 2,3 % soit - 1 300 emplois), le transport et entreposage (- 1,2 % soit - 700 emplois) et les services aux

Avertissement sur le marché du travail

Le taux de chômage au sens du BIT a diminué sur les deux premiers trimestres de 2020, mais il s'agit d'une baisse « en trompe-l'œil ». En effet, pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi. Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2020, la période de confinement a fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (en particulier pour les personnes sans emploi dont le secteur d'activité était à l'arrêt), ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfant par exemple). Au total, la nette baisse du chômage au sens du BIT début 2020 ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi.

Le champ des taux de chômage localisés couvre à présent les DOM (hors Mayotte) sur une période débutant au premier trimestre 2014.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

entreprises hors intérim (- 0,6 % soit - 600 emplois). Le recul de l'emploi sur trois mois est moins prononcé dans le commerce (- 0,3 % soit - 500 emplois), le secteur de l'information et la communication (- 1,4 % soit - 400 emplois) et les activités financières et d'assurance (- 0,4 % soit - 100 emplois). Dans les activités immobilières, l'emploi se replie de 0,3 %.

L'emploi dans le tertiaire non marchand¹ baisse de 0,6 % au 2^e trimestre 2020, soit 2 600 emplois détruits, après une quasi-stabilité au 1^{er} trimestre. Cette baisse provient principalement des 2 400 emplois perdus dans la fonction publique. Sur un an, l'emploi dans le secteur tertiaire non marchand recule moins en Bretagne (- 0,6 %) qu'en France hors Mayotte (- 1,0 %).

Rebond dans la construction, nouveau repli dans l'industrie

L'emploi salarié dans la construction rebondit de 0,4 % en Bretagne à la fin du 2^e trimestre 2020. Il retrouve un niveau équivalent à celui de fin décembre 2019. En France hors Mayotte, l'emploi dans ce secteur est stable au 2^e trimestre, après - 0,2 % au trimestre précédent. Sur un an, il demeure en progression dans la région (+ 1,5 %) comme au niveau national (+ 1,4 %).

Au 2^e trimestre 2020, l'emploi dans l'industrie bretonne se contracte de 0,6 % (- 1 100 emplois), après - 0,4 % le trimestre précédent. En six mois, l'industrie a perdu 1 800 emplois (- 1,0 %) et 1 000 sur un an (- 0,6 %). Au niveau national, l'emploi industriel recule davantage (- 0,9 % ce trimestre et - 1,2 % sur un an).

Par sous-secteurs, l'industrie agroalimentaire perd 400 emplois au 2^e trimestre 2020, en recul de 0,5 % sur trois mois comme sur un an. Dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines, l'emploi baisse de 0,8 % au 2^e trimestre 2020 (- 200). Dans l'énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage, il diminue de 0,7 % (- 100). En un an, l'emploi recule de 1,3 % dans ces deux sous-secteurs. Dans la fabrication de matériels de transport, les effectifs se contractent de 1,3 % en trois mois (- 100) mais demeurent stables sur un an. Dans la fabrication d'autres produits industriels, l'emploi baisse de 0,6 % (- 300) au 2^e trimestre 2020 et de 0,4 % en un an.

L'emploi recule moins dans les Côtes-d'Armor

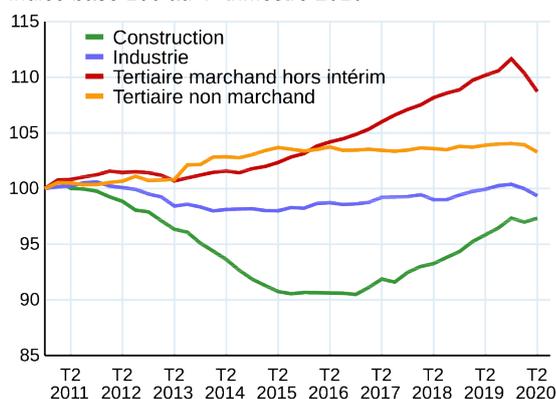
Au 2^e trimestre 2020, l'emploi salarié dans les Côtes-d'Armor est quasi stable (- 0,1 % soit - 100 emplois) (figure 4). Il recule de 0,4 % en Ille-et-Vilaine (- 1 700 emplois) et dans le Morbihan (- 1 100) et de 0,5 % dans le Finistère (- 1 600).

Avec une chute de l'emploi de 2,4 % entre fin décembre 2019 et fin juin 2020, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan présentent les plus fortes contractions depuis le début de la crise (respectivement - 10 700 et - 6 100 emplois). Le Finistère (- 2,1 %) perd 6 800 emplois et les Côtes-d'Armor (- 1,9 %) en perdent 3 800.

¹- Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Dans les **Côtes-d'Armor**, le rebond de 1 300 emplois intérimaires au 2^e trimestre 2020 (+ 21,6 %) compense la quasi-totalité des suppressions observées dans le tertiaire marchand hors intérim (- 1 200 soit - 1,7 %) et l'industrie (- 200 soit - 0,6 %). Dans le tertiaire non marchand, l'emploi baisse de 0,3 % (- 200). Dans la construction, il augmente de 0,4 % en trois mois.

Dans le **Finistère**, l'emploi intérimaire augmente de 32,5 % entre fin mars et fin juin 2020 (+ 2 000 emplois). Les pertes d'emplois s'élèvent à 2 700 dans le tertiaire marchand hors intérim (- 2,2 %), 700 dans le tertiaire non marchand (- 0,6 %) et 300 dans l'industrie (- 0,7 %). Dans la construction, l'emploi est stable sur trois mois.

En **Ille-et-Vilaine**, l'emploi intérimaire rebondit moins nettement que dans les autres départements bretons au 2^e trimestre 2020 (+ 9,9 % soit + 1 100 emplois). L'emploi dans la construction progresse de 0,9 % en trois mois (+ 200). La baisse de l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim (- 1 900) est la moins élevée des départements (- 1,0 %). Le secteur tertiaire non marchand perd 900 emplois (- 0,6 %) et l'industrie 200 (- 0,4 %). Dans le **Morbihan**, l'emploi intérimaire rebondit de 29,8 % au 2^e trimestre 2020 (+ 1 700 emplois). Le domaine tertiaire concentre de fortes baisses d'emplois : - 1 500 dans le tertiaire marchand hors intérim (- 1,6 %) et - 800 dans le tertiaire non marchand (- 0,9 %). L'industrie se contracte plus qu'au niveau régional (- 1,0 % soit 400 emplois supprimés) et la construction ne crée pas d'emplois (- 0,2 %).

En un an, l'emploi diminue un peu moins dans les Côtes-d'Armor (- 1,1 % soit - 2 200 emplois). Le recul est proche de la moyenne régionale dans le Finistère (- 1,3 % soit - 4 100) et en Ille-et-Vilaine (- 1,4 % soit - 6 400). La contraction de l'emploi en un an reste la plus forte dans le Morbihan (- 1,8 % soit - 4 600 emplois), pénalisé par un plus fort repli de sa composante tertiaire.

Par classes d'âge, la hausse du nombre d'inscrits en catégories A, B ou C au 2^e trimestre est plus marquée chez les jeunes de moins de 25 ans (+ 16,0 %) que dans les autres tranches d'âge (+ 7,1 % pour les 25 à 49 ans et + 3,4 % pour les 50 ans ou plus). En un an, l'augmentation du nombre de jeunes de moins de 25 ans inscrits à Pôle emploi atteint 10,6 % (+ 4,6 % pour les 25 à 49 ans et + 3,9 % pour les 50 ans ou plus). En parallèle, le nombre d'inscrits en catégories A, B ou C depuis plus d'un an, qui représentent près de la moitié des inscrits, augmente de 5,3 % au 2^e trimestre 2020 (+ 2,2 % sur un an).

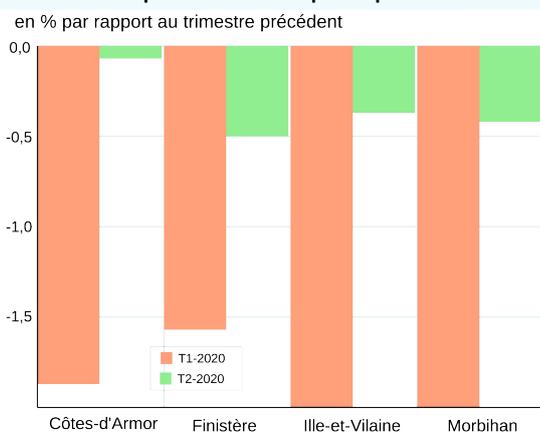
Au 2^e trimestre 2020, la demande d'emploi en catégories A, B ou C augmente plus dans le Morbihan (+ 7,9 %) et en Ille-et-Vilaine (+ 7,7 %) que dans le Finistère (+ 6,9 %) et dans les Côtes-d'Armor (+ 6,7 %). Sur un an, la hausse est plus prononcée en Ille-et-Vilaine (+ 7,1 %) que dans les autres départements : + 5,2 % dans le Morbihan, + 4,7 % dans le Finistère et + 3,2 % dans les Côtes-d'Armor.

Chômage : la baisse en trompe-l'œil se poursuit

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 6,3 % de la population active au 2^e trimestre 2020 (*figure 5*). Il baisse de 0,2 point, après déjà - 0,2 au trimestre précédent, et demeure le plus faible taux régional, à égalité avec l'Île-de-France. En France hors Mayotte, le taux de chômage s'établit à 7,1 % de la population active ce trimestre, en baisse de 0,7 point après - 0,3 point au 1^{er} trimestre. Cette baisse du taux de chômage, au sens du Bureau international du travail (BIT), ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais un fort recul du nombre de personnes sans emploi disponibles et/ou en recherche active d'emploi (*cf. Avertissement sur le marché du travail*).

Au 2^e trimestre 2020, l'Ille-et-Vilaine conserve le taux de chômage le plus bas des départements bretons (6,0 %). Il s'établit à 6,5 % dans le Morbihan et 6,4 % dans les Côtes-d'Armor et le Finistère.

4 Évolution de l'emploi salarié total par département



Champ : emploi salarié total.
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

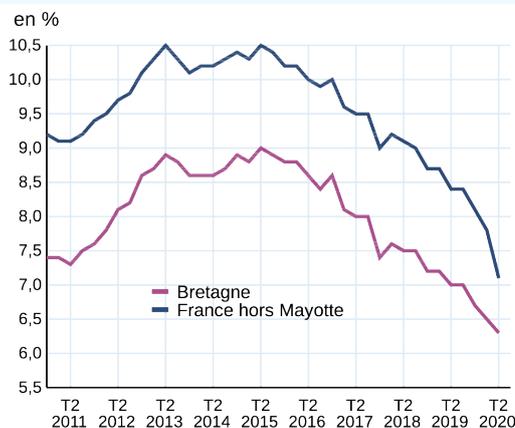
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmente fortement en moyenne au 2^e trimestre 2020. La hausse atteint 30,1 %, elle est supérieure à celle de la France hors Mayotte (+ 23,2 %). Sous les effets du confinement puis du déconfinement, l'évolution a été très contrastée entre les mois d'avril (+ 30,1 %), mai (- 5,2 %) et juin (- 6,9 %). En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 29,5 %, bien davantage qu'au niveau national (+ 21,2 %).

En intégrant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), dont le nombre recule de 20,0 % en trois mois, le nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C à Pôle emploi au 2^e trimestre 2020 croît de 7,4 % en Bretagne. Il augmente de 6,5 % en France. Sur un an, la hausse de la demande d'emploi est plus forte dans la région qu'en France (respectivement + 5,3 % et + 3,9 %).

5 Taux de chômage



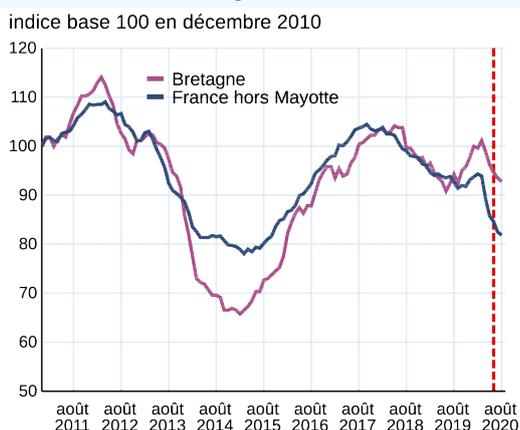
Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Construction : perspectives et activité se contractent

En Bretagne, 24 900 logements ont été autorisés à la construction entre juillet 2019 et juin 2020. Ce cumul sur douze mois diminue de 6,2 % par rapport à celui d'avril 2019 à mars 2020 (*figure 6*). En France hors Mayotte, la tendance est également en baisse (- 9,9 %). Le nombre d'autorisations de construire diminue dans trois départements, particulièrement en Ille-et-Vilaine (- 11,4 %). Dans le Finistère, il est quasi stable. Ces résultats sont provisoires car affectés par la suspension des délais d'instruction et les difficultés d'acheminement des dossiers durant l'état d'urgence sanitaire. Sur un an, 1 000 permis de construire de plus ont été délivrés en Bretagne par rapport au cumul de juillet 2018 à juin 2019. Les autorisations de construction résistent dans la région (+ 4,0 %), dans un contexte de baisse au niveau national (- 9,5 %). De juillet 2019 à juin 2020, 22 300 logements ont été mis en

6 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, *Sit@del2*.

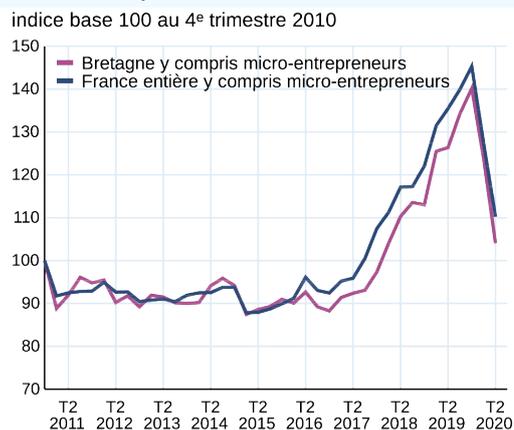
chantier en Bretagne, soit un recul de 1,5 % par rapport au cumul d'avril 2019 à mars 2020. En France hors Mayotte, le recul est plus marqué (- 5,1 %). Dans le cadre du confinement, de nombreux chantiers ont été contraints à l'arrêt. Au 2^e trimestre, l'activité fléchit d'environ 4 % en Ille-et-Vilaine et dans les Côtes-d'Armor. La stabilité dans le Morbihan et la progression dans le Finistère (+ 2,0 %) atténuent la baisse régionale. Sur un an, les mises en chantier se contractent de 4,2 % dans la région par rapport au cumul de juillet 2018 à juin 2019, contre - 6,6 % en France hors Mayotte.

Baisse des créations mais aussi des défaillances

Au 2^e trimestre 2020, 5 400 entreprises ont été créées en Bretagne (figure 7). Ce nombre chute de 15,9 % par rapport au trimestre précédent, à un rythme plus prononcé que celui observé en France (- 13,5 %). Comparé au même mois de l'année 2019, le nombre d'entreprises créées en avril 2020 s'effondre de 48 % en Bretagne (- 49 % en France). Le repli s'atténue en mai avec le déconfinement progressif (- 18 % en Bretagne, - 24 % en France). En juin, les créations présentent un rebond de 11 %, moins important qu'au niveau national (+ 20 %). Sur un an, le nombre d'entreprises créées en Bretagne chute de 17,7 % (- 18,6 % pour la France). Cette chute inédite s'observe dans tous les secteurs d'activité, particulièrement dans la construction (- 22,6 %) et le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration (- 22,4 %).

Entre juillet 2019 et juin 2020, 1 600 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne, contre 2 100 entre juillet 2018 et juin 2019. Cette diminution de 24,1 % s'observe dans tous les secteurs, en particulier dans l'industrie (- 37,2 %). En France, la baisse est plus prononcée (- 25,4 %). Alors que l'activité ralentit fortement à partir de mi-mars, la réduction brutale du nombre d'entreprises en difficulté est paradoxale. Elle est liée notamment à l'impact du confinement sur l'activité des tribunaux de commerce et à l'accord de délais supplémentaires pour les cessations de paiements. ■

7 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Contexte national – La reprise entamée à la levée du confinement pourrait marquer le pas d'ici la fin de l'année

Depuis la levée des mesures de restrictions, l'activité a entamé une reprise graduelle. Au troisième trimestre, la plupart des secteurs ont progressivement retrouvé un niveau d'activité proche de celui d'avant-crise, mais certains restent pénalisés par les effets de la crise sanitaire (transport aérien de voyageurs, hébergement et restauration, activités culturelles...). La consommation des ménages, en net rebond dès la fin du confinement, se serait globalement maintenue durant l'été à un niveau proche de celui d'avant-crise.

Au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise. Les secteurs les plus touchés par la crise pourraient voir leur activité se dégrader du fait des mesures de restrictions, et la consommation pourrait fléchir. En fin d'année, après un vif rebond au troisième trimestre (+ 16 % par rapport au deuxième), le PIB français resterait stable, 5 % environ en dessous de son niveau d'avant-crise. Sur l'année 2020, il se contracterait d'environ 9 %.

Contexte international – Une reprise progressive dans un contexte d'incertitudes

Dans les économies touchées au printemps par l'épidémie, l'activité se relève progressivement de sa chute du deuxième trimestre, liée à l'instauration des mesures de restrictions sanitaires. Ce rebond prend des configurations qui peuvent varier selon les pays. Dans les pays occidentaux, la demande intérieure s'est redressée avec l'allègement des restrictions et les mesures de soutien aux ménages. De son côté, l'activité chinoise est portée par le dynamisme de sa production et de ses exportations, mais la consommation intérieure reste en retrait. La reprise dans le monde pourrait toutefois ralentir à l'automne, dans un contexte d'incertitudes autour d'une résurgence de l'épidémie qui entraînerait de nouvelles mesures sanitaires, et de la tenue des élections américaines.

Insee Bretagne

35, place du Colombier
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :

Éric Lesage

Rédactrice en chef :

Marion Julien-Levantidis

Maquettiste :

Jean-Paul Mer

ISSN 2416-9110
© Insee 2020

Pour en savoir plus

- Données complémentaires dans le « Tableau de bord Conjoncture : Bretagne » / Insee.fr – Chiffres-clés
- Points de conjoncture 2020 / *Insee Conjoncture* (2020, oct.)
- « Au deuxième trimestre 2020, l'emploi salarié baisse de nouveau nettement dans le secteur privé et chute dans la fonction publique » / Insee – Dans : *Informations rapides*, n° 227 (2020, sept.)
- « Au deuxième trimestre 2020, un marché du travail sous l'influence du confinement » / Insee – Dans : *Informations rapides*, n° 203 (2020, août)

